

PREMIÈRE CONFÉRENCE DES CADRES DE L'ENIP DE SKIKDA

L'ouverture du capital de l'entreprise, l'essentiel du débat

La première conférence des cadres de l'Enip s'est tenue mercredi dernier dans la salle des conférences Mohammed-Guen, base RTE, intervenant dans le cadre de la célébration du trentième anniversaire de la création de l'entreprise.

La manifestation a été rehaussée par la présence des autorités de la wilaya, représentées par le P/APW, le directeur de l'industrie et des mines ainsi que des opérateurs économiques publics et privés dont le P-dg de l'Entreprise portuaire de Skikda.

Hormis l'absence du ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, du P-dg de Sonatrach, Mohammed Meziane, et du vice-président aval, Abdelhafid Feghouli, en déplacement à Madrid pour le congrès du pétrole, «la famille» Sonatrach était presque au complet, avec la présence entre autres du directeur général du Holding RCH Sonatrach Aval, les P-dg des Filiales Somiz, Sotraz ainsi que les P-dg de celles basées à la plateforme pétrochimique de Skikda, Polymed, Medco et Actim, les directeurs des complexes CP1Z d'Arzew et CP1K de Skikda et ceux des complexes d'Oran et d'Alger, les cadres retraités de l'Enip des trois pôles Centre, Ouest et Est et les directeurs centraux, exécutifs et opérationnels de l'Enip Skikda, ainsi que les cadres syndicaux, comme le secrétaire général du syndicat d'entreprise, le représentant de la fédération FNTPGC et secrétaire général de Sonatrach, le représentant de l'union de

wilaya de l'UGTA et le SG de l'union locale de Skikda ainsi que les SG des sections syndicales des unités et filiales Enip de Skikda. D'autre part, quelques syndicalistes ont contesté le fait qu'ils n'aient pas été conviés.

Comme toujours, l'APC a brillé par son absence, étant pourtant invitée. En revanche, le mouvement associatif, plus particulièrement les associations à caractère environnemental et à caractère social, a été oublié.

L'allocation d'ouverture du P-DG de l'Enip, Khadir Yahia Zakaria, a été suivie par le discours de Loucif Malek, SG du syndicat d'entreprise qui a abordé les volets ouverture du capital, redressement de l'entreprise et ressources humaines.

Au sujet du premier volet, l'orateur réaffirme la constance de la position du syndicat qui reste tributaire de «l'amélioration des conditions de travail, une meilleure grille des salaires, le maintien des effectifs en activité et enfin le respect dans sa globalité, des mesures draconiennes citées dans le cahier des charges et ce, pour protéger les intérêts des travailleurs à tous points de vue».

Au menu du programme, diverses communications, comme «Enip, bilans et perspectives» et «de l'ouverture du capital social de l'Enip» présentées par A. Boulemche de la direction finances, «développement de la pétrochimie dans l'activité Aval», «optimisation et réhabilitation des unités de production» par S. Adjilia de la direction développement et technologies, «commercialisation et stratégie marketing» de R. Boukefane de la direction commerciale, «ressources humaines : état des lieux et perspec-

tives», de M. Lalili (ressources humaines et communication). Deux d'entre elles ont retenu l'attention de l'assistance. La première «Enip, bilans et perspectives» a été riche en bilans chiffrés, mettant en relief les hauts et les bas de l'entreprise durant quatre périodes, 1985-1988, 1989-2001, 2002-2005 et 2006-2007.

L'essentiel du débat a été axé sur la deuxième communication, «l'ouverture du capital de l'Enip». Les différents intervenants, appréhendant à juste titre une purge des effectifs, ont voulu en savoir plus sur l'utilité d'élaborer un PMTE et lui réserver 15 milliards de dinars dans un contexte qui plaide pour la «vente» de l'entreprise à un partenaire qui serait déjà connu, puisque «l'Enip ne sera pas majoritaire, donc démunie de pouvoir décisionnel» argumente l'intervenant.

En réponse à cette préoccupation, on avance que l'urgence n'est pas de mise quant à l'ouverture du capital et la possibilité de réadapter ou réactualiser le plan PMTE en fonction des exigences du partenaire et des développements qu'il projette d'apporter.

D'autres ont tenté de savoir si le futur repreneur de l'Enip na pas interféré dans l'élaboration du PMTE, propos niés par les responsables de l'entreprise. De même, lors de la conférence de presse le P-dg en marge de la journée, a qualifié la vision de Sonatrach de «Minime», : «Notre futur partenaire sélectionné pour le projet d'ouverture du capital peut apporter mieux, financièrement s'entend, afin que l'Enip soit plus performante».

Zaid Zoheir

AÏN-TÉMOUCHENT

UFC : les professeurs boudent les examens du premier semestre

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les examens du premier semestre 2007-2008 de la formation continue se sont déroulés du 28 juin au 2 juillet courant en l'absence d'un nombre important de professeurs concernés (PEM).

Et pour cause, nous expliquent certains PME rencontrés au centre Bachir-Ibrahimi de Aïn-Témouchent, la majorité des PEM n'ont pas suivi de formation spécifique durant l'année en cours, car les journées consacrées à cet effet les lundis et jeudis après-midi ne peuvent leur permettre de suivre les 10 modules comme il se doit, en l'absence de documentation adéquate. Beaucoup de profs n'ont récupéré les documents néces-

saires qu'à quelques jours seulement du début des examens. Autre raison qui a poussé les PEM à boycotter ces examens, la date de leur déroulement qui coïncide avec la fin de l'année scolaire, une année de labeur, dans des conditions climatiques non favorables (une chaleur torride).

Sur les 235 PEM concernés par les examens, seule une centaine de profs de 1^{er}, 2^e et 3^e années ont passé ces examens du 1^{er}

semestre, alors que les examens du 2^e semestre ne sont pas encore fixés, soit en septembre (Ramadhan) ou en décembre. Les instituteurs eux aussi passent ces examens au CEM Ahmed-Ouriachi, certains d'entre eux n'arrivent pas à expliquer l'utilité des examens dans ces matières scientifiques ou même des langues étrangères alors qu'ils enseignent que la langue arabe. Plusieurs anomalies ont caractérisé le déroulement de ces examens, racontent les PEM, en commençant par l'horaire fixé pour la première épreuve à 8 h et la seconde à 14 h, ce qui fait que les profs ne savent pas où aller durant ces 4 heures

d'attente, le lieu de restauration au lycée Malika-Hamidou à la nouvelle-ville, soit plusieurs kilomètres du centre d'examen. Autre anomalie, des questions proposées non conformes à la documentation de certaines matières ou des sujets sans questions (voir le sujet de la 3^e AM français dans le module de sociolinguistique) auquel les PEM n'ont pu répondre. Enfin, les professeurs s'interrogent encore sur l'issue du diplôme qui leur sera délivré, un DES ou un LMD, une confusion à laquelle même le personnel administratif du centre de l'UFC ne peut répondre clairement.

S. B.

FIN DE L'ANNÉE SCOLAIRE À BÉJAÏA

Majestueuse kermesse des Iris

L'année scolaire touchant à sa fin, les élèves délaissent leurs leçons et leurs devoirs pour consacrer leur reste d'énergie à la participation au spectacle concocté par leurs institutrices et instituteurs.

Les rituels de fin d'année scolaire ont de l'avenir ! En tous cas, l'école Les Iris à Béjaïa ne déroge pas à la tradition en organisant sa traditionnelle fête de fin d'année et en accueillant les parents et les élèves dans une ambiance festive et chaleureuse.

La direction de l'école avait invité les familles à se regrouper à la Maison de la culture autour des jeunes élèves, sous la direction de l'équipe pédagogique, à sa tête M^{me} Tadjine, pour un récital de chants, accompagnés à la flûte à bec bien réussi par le petit Aïssanou de la 1^{re} AM. Chants à trois voix, en français, en arabe et en kabyle, chants du

répertoire traditionnel local et patriotique ou plus contemporain, les élèves et leurs enseignantes ont donné un bel aperçu du travail engagé tout au long de l'année autour de la pratique du chant, pour le plaisir de tous les auditeurs parmi lesquels figurait M. Deramchia, le chef du commandement de la Gendarmerie nationale de Béjaïa. Malgré la chaleur caniculaire qui a sévi vendredi dernier dans la capitale des Hammadites, des centaines de personnes, entre parents d'élèves et invités d'honneur, ont tenu à assister à la grande fête habituelle de fin d'année scolaire des Iris. Cette fois, la Maison de la culture

a eu le privilège d'abriter l'événement cher et attendu par les chérubins d'abord et leurs parents ensuite. Le spectacle était programmé de 14h à 18h30, d'où l'on a renoué avec la joie et les belles tenues des enfants qui se sont taillé la part des grandes stars. Parents et amis de l'école avaient été charmés par la sortie des élèves qui n'ont rien laissé au hasard lors de leurs magnifiques productions sur scène et notamment leurs initiatives qui ont donné du baume au cœur de certains invités. De la chansonnette enfantine aux tubes de Yannick Noah en passant par la chanson patriotique kabyle et autres styles de folklore, tout a été majestueusement ficelé par l'équipe enseignante de cette école lors de cette kermesse. Il faut dire que les enseignants et le personnel administratif des Iris n'ont ménagé aucun effort

pour la réussite de cette manifestation culturelle digne des grandes écoles françaises et il est aussi de notre devoir de souligner l'esprit d'initiative et d'enthousiasme de tout ce monde pour le plus grand bénéfice des enfants de cette école. Chaque classe, de la maternelle au cycle moyen, en passant par le primaire, s'est produite sur scène sous les applaudissements nourris des parents, avec diverses attractions et autres spectacles festifs, avant la traditionnelle distribution des cadeaux aux écoliers. A noter que l'école Les Iris a obtenu 81% d'admis aux épreuves du BEM cette année et compte par ailleurs engager le cycle secondaire dans la même école, avons-nous appris de la responsable, M^{me} Azzoug.

Kamel Gaci

BOUIRA

La RN15 bloquée pour une banale histoire

Tout a commencé lorsque le directeur des services agricoles de Bouira, soupçonnant de mauvaise foi les déclarations des parcelles ayant bénéficié d'aide dans le cadre du FNRDA, au niveau de la commune d'Aghbalou, 70km à l'est de Bouira, a ordonné, au mois de mars dernier, la constitution de brigades pour vérifier sur le terrain la véracité des déclarations.

Etant situées en haute montagne, les parcelles de la commune d'Aghbalou, déclarées au niveau de la subdivision et qui sont «candidates» aux aides dans le cadre du FNRDA, sont difficiles à identifier ni même à être vérifiées sur terrain. De fait, la DSA s'est retrouvée avec des dossiers d'aide pour une superficie de plus de 1 400 ha alors que la superficie réelle existante ne dépasse pas les 600 ha.

Le problème est très grave ; l'Etat allait donner de l'argent pour des parcelles imaginaires. Pour régler définitivement ce problème, le DSA a décidé d'installer des brigades qui se déplaceraient sur les lieux pour vérifier la parcelle et la délimiter. Et pour plus de sécurité et éviter tout amalgame entre une parcelle et une autre, et sachant que les aides concernent dans la majorité des cas les tailles de régénération et les cuvettes pour les oliviers, le DSA a donné des instructions aux brigades pour le marquage des oliviers et leur dénombrement.

Ayant pris connaissance de cette décision, des dizaines de paysans d'Aghbalou ont envahi la subdivision de M'chédallah et l'ont fermée. Les uns estimaient innocemment que la DSA ne devait pas se douter de leur bonne foi mais beaucoup d'autres avaient agi par ruse pour éviter d'être débusqués. Poussant l'audace plus loin, les agriculteurs ont carrément exigé le départ du subdivisionnaire qui aurait traité quelques-uns de voleurs, coupable, selon eux, de mauvaise conduite envers eux.

Pour apaiser la tension, le DSA a mis en congé spécial le subdivisionnaire et envoyé à sa place une autre personne. Or, malgré ce remplacement, et voyant que le principe de marquage n'a pas été abandonné, des agriculteurs ont organisé un rassemblement à la mi-juin devant le siège de la DSA avant de se diriger vers le cabinet du wali pour exiger l'abandon de cette option de marquage. N'ayant pas eu gain de cause, les agriculteurs ont décidé ce mercredi de passer à la vitesse supérieure en fermant la RN15 reliant la RN5 à Béjaïa au niveau du pont de Raffour sur les limites entre M'chédallah et Chorfa.

Pendant toute la matinée et jusqu'à 15 h, des centaines de véhicules allant ou venant de Béjaïa et Jijel ont été bloqués. Les agriculteurs, malgré la présence sur les lieux des trois P/APC de M'chédallah, Aghbalou et Chorfa, n'ont rien voulu savoir. Ils exigeaient toujours la suppression de la décision de marquage des oliviers.

Après plusieurs heures de pourparlers au niveau du siège de la daïra de M'chédallah, entre les trois P/APC sus-cités, le DSA, le chef de daïra et les représentants des agriculteurs d'Aghbalou, un compromis a été enfin trouvé : la DSA abandonnera le principe du marquage des oliviers et les représentants des villages au niveau de la commune d'Aghbalou vont devoir accompagner les brigades de l'agriculture afin d'identifier les parcelles et éviter les doubles et triples déclarations. Après cette décision, les agriculteurs protestataires ont ouvert la voie à la circulation.

Y. Y.